

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce vendredi 14 octobre 2022

SOMMAIRE

- À Goma, les difficultés d'une frontière au ralenti avec le Rwanda
- RDC-Chine : nouveau bras de fer autour du « contrat du siècle »
- « L'Etat n'est pas à Kwamouth », déplore le Cardinal Ambongo
- Les émissaires de l'OIF saluent la volonté politique de Tshisekedi d'accompagner les Ixièmes Jeux de la Francophonie
- Catastrophes naturelles : la moitié des pays ne sont pas préparés, selon l'ONU
- Kindu : des acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre en formation
- Processus électoral : la commission Justice et Paix de Bukavu échange avec les parties prenantes sur les défis liés aux élections de 2023
- Violences sexuelles liées aux conflits : l'ONU s'associe à Bibliothèques Sans Frontières
- RDC : le numérique, un danger pour l'éducation des filles ?
- FARDC : une feuille de route bien remplie pour nouveau chef de l'armée, Christian Tshiwewe
- Kwilu : l'attaque armée du village Kisia Kambulu à Bagata a fait 13 morts (Administrateur du territoire)

1. DROITS HUMAINS

RDC: à Goma, les difficultés d'une frontière au ralenti avec le Rwanda

Depuis le mois de mai 2021, la province du Nord-Kivu vit sous état de siège, conséquence de la présence de groupes armés. Parmi eux, le M23 qui a pris au mois de juin la ville de Bunagana située dans le territoire du Rutshuru, un peu au nord du Goma. Un groupe armé soutenu par le voisin rwandais pour Kinshasa. Ce qui a conduit à une crise diplomatique avec Kigali et à considérablement réduire les échanges entre les deux pays. Reportage au poste de frontière de Goma qui fonctionne actuellement au ralenti. Il est 15 heures et nous

sommes à la grande barrière de Goma, le principal poste-frontière avec le Rwanda. Des gens arrivent en courant, mais c'est déjà trop tard. Les voyageurs ne peuvent plus passer, la frontière vient tout juste de fermer. Pour les commerçants, mais aussi tous les petits métiers qui dépendent de ces échanges, cette fermeture au milieu de la journée n'est pas tenable. Depuis le mois de juin, et sa mise en place, ils tentent au mieux de s'adapter. Mais régulièrement, devant le poste-frontière, la tension monte d'un coup. Ce jour-ci, une femme qui tente de passer en courant est sans ménagement rattrapée par un douanier. Les recalés d'un jour laissent échapper leur colère. « Quinze heures, mais c'est beaucoup trop tôt », explique un homme qui ne pourra rentrer chez lui ce soir. « Regardez, il y a des Rwandais qui ne savent où ils vont dormir ce soir. Et ça touche les deux côtés de la barrière. Vous imaginez bien qu'en face, il y a des Congolais qui ne savent pas ce qu'ils vont faire jusqu'à demain. Ce n'est pas possible. »

Catastrophes naturelles : la moitié des pays ne sont pas préparés, selon l'ONU

La moitié des pays du monde ne sont pas préparés aux catastrophes, faute de posséder des systèmes d'alerte précoce multirisques qui permettent d'anticiper plusieurs types de désastres, ont averti jeudi les Nations Unies. « Les phénomènes météorologiques extrêmes sont inévitables. Mais ils ne doivent pas nécessairement se transformer en catastrophes mortelles », a prévenu le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelant les pays à investir dans les systèmes d'alerte précoce. Les pays en développement sont encore moins bien lotis alors même qu'ils se trouvent en première ligne du changement climatique, selon un nouveau rapport publié par deux agences de l'ONU, le Bureau pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

La COP27 en Egypte examinera un plan d'action de l'OMM

« Au moment où ce rapport était en cours de préparation, le Pakistan était confronté à sa pire catastrophe climatique jamais enregistrée, avec près de 1.700 morts. Malgré cette hécatombe, le nombre de morts aurait été bien plus élevé sans les systèmes d'alerte précoce », a fait remarquer Mme Mizutori. Plus globalement, le rapport a catalogué les pays selon que la couverture en système d'alerte précoce multirisques est faible, modérée, élevée ou complète, avec un taux de mortalité multiplié par huit dans les deux premières catégories. Le document contient donc des recommandations visant à étendre et à renforcer l'alerte précoce et l'action rapide afin de couvrir tous les groupes vulnérables. Le rapport recommande aussi que les systèmes d'alerte soient plus rapides. Il appelle aussi à renforcer la capacité des communautés menacées à agir plus rapidement, et à investir pour améliorer l'accès aux technologies permettant de renforcer la surveillance des dangers.

2. DROITS DES FEMMES

Kindu : des acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre en formation

Les acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) sont en formation jeudi 13 et vendredi 14 octobre à Kindu. Organisé par les Fonds des nations unies pour la population (UNFPA), cet atelier porte sur les normes minimales inter organisations pour la programmation d'actions de lutte contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgences. Le coordonnateur du sous cluster VBG pour le Sud-Kivu et Maniema au sein de UNFPA, Deo Bahizire, indique qu'à l'issue de cette formation, les acteurs VBG soient en mesure d'intervenir en cas des urgences humanitaires dans la province du Maniema : *« Nous nous attendons à l'issue de cette formation qui va nous prendre deux jours à ce que les interventions en matière de lutte contre les violences basées sur le genre dans la province du Maniema connaissent une amélioration par le fait tous ceux qui seront formés auront les capacités de savoir quand faut-il parler d'une intervention VBG dans les différents domaines de prise en charge des survivantes et dans le domaine de la prévention et de l'atténuation des risques VBG ».*

Violences sexuelles liées aux conflits : l'ONU s'associe à Bibliothèques Sans Frontières

L'ONU et l'association française Bibliothèques Sans Frontières ont signé jeudi à Paris un accord de partenariat visant à lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits. L'accord a été signé par Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et Patrick Weil, Président et fondateur de BSF, précise un communiqué de presse conjoint. L'axe principal de ce partenariat sera le déploiement d'outils innovants pour soutenir les survivant(e)s de violences sexuelles liées aux conflits, leurs familles et leurs communautés. Parmi les outils envisagés, les « Ideas Box » développées par BSF - des bibliothèques multimédia mobiles - leur offriront des espaces sécurisés pour leur permettre de s'exprimer, de se reconstruire et d'apprendre. Des services de santé mentale, de soutien juridique Ces espaces faciliteront la mise en œuvre d'une réponse holistique aux maux des survivant(e)s, en proposant des services de santé mentale, de soutien psychologique, de soutien juridique, mais aussi des activités éducatives et des formations professionnelles. « Bibliothèques Sans Frontières, grâce à ses outils innovants, soutiendra le Bureau de la Représentante spéciale dans ses efforts pour prévenir et répondre à la violence sexuelle liée aux conflits, avec une approche centrée sur les survivants(e)s », a déclaré Pramila Patten. « Ce partenariat nous honore et nous engage. Il est intolérable de voir à quel point la violence sexuelle persiste dans les conflits à travers le monde. BSF mettra toute son expertise au service de ce combat urgent et nécessaire », Patrick Weil.

RDC : le numérique, un danger pour l'éducation des filles ?

Le 11 octobre, les droits des filles sont mis à l'honneur. Cette année, le monde a célébré le 10ème anniversaire depuis que cette journée a été instaurée. Cela coïncide avec l'éclosion des NTIC et principalement les réseaux sociaux. Quel impact le numérique a-t-il sur l'éducation des filles ? des parents kinois ont livré leurs points de vue au Desk Femme. « *Je ne crois pas que les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) aient eu un impact négatif sur l'éducation des filles* », s'exclame Mavie-Chantal Pemba, commerçante au marché central.

Un réel danger

Jeancy Mapala, conducteur de taxi-bus sur le tronçon Matete-Zando et Christine Diketele, une femme kimbanguiste rencontrée à Barumbu estiment que le numérique a eu plusieurs impacts néfastes sur l'éducation des jeunes filles et ils le démontrent. « *Le numérique est un danger pour la jeune fille congolaise. C'est là qu'elles vont tout apprendre sur les relations amoureuses et sexuelles. C'est là qu'elles entretiennent des relations à distance avec des parfaits inconnus qui leurs demandent des photos d'elles toutes nues, bref, c'est là qu'elles copient les antivaleurs* », fustige le conducteur.

3. SITUATION POLITIQUE

RDC-Chine : nouveau bras de fer autour du « contrat du siècle »

Après avoir fait l'objet de deux audits concernant ses volets infrastructures et mines, le contrat signé avec la Chine en 2008 se retrouve désormais dans le viseur de l'Inspection générale des finances (IGF). Déficit d'infrastructures, faible niveau de planification, absence d'études de faisabilité... Dans deux rapports, l'un rédigé par le ministère des Mines dirigé par Antoinette N'Samba et l'autre par celui des Infrastructures d'Alexis Gisaro, le gouvernement de Félix Tshisekedi avait dressé, fin 2021, un bilan très critique du méga-contrat signé entre la RDC et la Chine en 2008. Baptisé à l'époque « contrat du siècle », ce deal prévoyait le troc du cuivre et du cobalt congolais, – extraits par la société sino-congolaise créée pour l'occasion, la Sicominex – contre la construction d'infrastructures, à hauteur de 9 milliards de dollars. Un montant qui sera revu à la baisse par la suite. C'est aujourd'hui au tour de l'IGF de se pencher sur ce contrat. Selon nos informations, l'agence de lutte contre la corruption, rattachée à la présidence congolaise, a récemment décidé de suspendre les exonérations accordées à la Sicominex sur ses importations.

RDC : « L'Etat n'est pas à Kwamouth », déplore le Cardinal Ambongo

Le Cardinal Fridolin Ambongo, archevêque métropolitain de Kinshasa, a dit dans la soirée de mercredi 12 octobre à Bandundu, une messe pour la paix et la réconciliation des peuples à Kwamouth dans la province du Maindombe. Au cours de cette messe, il a appelé les autorités du pays à restaurer l'autorité de l'État dans ce coin car, selon lui, l'État est absent à Kwamouth. Dans son homélie tirée des livres de Deutéronome 24 :17 et de Matthieu 25 :25-26 au cours de cette eucharistie, le prince de l'église catholique a notamment déploré les tueries perpétrées dans le territoire de Kwamouth au Maindombe. Celles-ci, selon lui, ont maintenant des répercussions méchantes dans le territoire voisin de Bagata dans la province du Kwilu. Si l'on ne prend pas garde, redoute-t-il, c'est toute la ville de Kinshasa qui sera emportée par « ce torrent de la méchanceté » occasionné par des bandits armés incontrôlables. Le Cardinal Ambongo estime que tout ce qui est arrivé à Kwamouth est dû à l'absence de l'autorité de l'État dans ce coin.

RDC: les émissaires de l'OIF saluent la volonté politique de Tshisekedi d'accompagner les Ixièmes Jeux de la Francophonie

En prélude de la tenue dans quelques mois, des Ixièmes Jeux de la Francophonie en RDC, le Chef de l'État, Félix Tshisekedi Tshilombo a conféré ce jeudi 13 octobre avec une délégation de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) conduite par son administrateur, Geoffroi Monpetit Selon une dépêche de la présidence, cette rencontre avait pour objet l'évaluation des préparatifs des prochains jeux de la francophonie qui auront lieu à Kinshasa en août 2023. A l'issue de cette rencontre, rapporte la presse présidentielle, les émissaires de l'Organisation internationale de la francophonie ont salué la volonté politique du Chef de l'État d'accompagner l'organisation de ces 9eme jeux francophones. L'administrateur de l'OIF a noté des progrès dans la construction des infrastructures et a fait part au Chef de l'État de la nouvelle proposition d'accueillir le village des athlètes sur le site de l'Université de Kinshasa. Une proposition qui doit être validée par les instances de l'OIF.

Processus électoral : la commission Justice et Paix de Bukavu échange avec les parties prenantes sur les défis liés aux élections de 2023

La commission diocésaine Justice et Paix (CDJP) de Bukavu a réuni mercredi 12 octobre à Bukavu toutes les parties prenantes au processus électoral pour échanger sur les défis liés aux élections prévues en décembre 2023 en RDC. Parmi les défis majeurs soulevés l'on peut citer la volonté politique de l'organisation des élections, la publication du calendrier électoral, la logistique et le déploiement des kits électoraux dans des zones rouges. En convoquant la table ronde regroupant toutes les parties prenantes au processus électoral, la commission diocésaine justice et paix (CDJP) voulait avoir "le cœur net" sur certains défis qui poussent l'opinion à croire que l'organisation des

élections en 2023 seraient hypothétique, a indiqué Nadine Cikomola du département Bonne gouvernance et élections à la CDJP/Sud-Kivu.

4. SECURITE

Kwilu : l'attaque armée du village Kisia Kambulu à Bagata a fait 13 morts (Administrateur du territoire)

L'attaque perpétrée le mardi 11 octobre au village Kisia Kambulu dans le territoire de Bagata (Kwilu) par les hommes armés venus de Kwamouth (Maï-Ndombe) a fait 13 morts, selon le bilan fourni à ACTUALITE.CD par l'administrateur du territoire de Bagata, Joseph Mankoto. Parmi ces décédés, 11 hommes et 2 femmes. Un déplacement massif de la population est également observé. *« C'est avec beaucoup de regrets qu'on voit encore une autre attaque dans le territoire de Bagata dans le secteur de la Wamba, village Kisia Kambulu. Le bilan fait état de 13 décès dont 11 hommes et 2 femmes. Avec une attaque, c'est tout le monde qui se déplace et c'est vers le parc Bukangalonzo, vers le centre Lono que s'observe le mouvement de la population (...) »*, a déclaré Joseph Mankoto à ACTUALITE.CD.

FARDC : une feuille de route bien remplie pour nouveau chef de l'armée, Christian Tshiwewe

Près de dix jours après sa nomination comme chef d'état-major général des forces armées de la RDC (FARDC), le lieutenant-général Christian Tshiwewe a pris officiellement ses nouvelles fonctions. La passation avec son prédécesseur, le général Célestin Mbala a eu lieu jeudi 13 octobre en présence de Félix Tshisekedi. Le lieutenant-général Christian Tshiwewe est donc officiellement le nouveau chef des armées en RDC. Après avoir dirigé l'armée depuis 2018, le général Mbala Munsense a loué les qualités de son successeur qui prend le commandement de l'armée au moment où la RDC traverse une période cruciale de son histoire. L'urgence reste la reprise de la ville de Bunagana occupée depuis quatre mois par le M23 soutenu par Kigali, selon un rapport des experts de l'ONU. Christian Tshiwewe Songesha doit coordonner l'arrivée prochaine dans l'Est congolais des armées de six pays membres de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est. À côté des dossiers urgents, là où il est le plus attendu, confie un proche collaborateur de Félix Tshisekedi, c'est dans l'accélération de la réforme des forces armées de la RDC. L'un des premiers chantiers concernera la revue de l'effectif de l'armée et le renouvellement de la chaîne de commandement.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo